Archipel

Études interdisciplinaires sur le monde insulindien

88 | 2014

Varia

La tragédie de 1965 en Indonésie : une historiographie renouvelée, une mémoire toujours tronquée

The 1965 Tragedy in Indonesia : a renewed historiography, a still distorted memory

Rémy Madinier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/archipel/529>

DOI : 10.4000/archipel.529

ISSN : 2104-3655

Éditeur

Association Archipel

Édition imprimée

Date de publication : 10 octobre 2014

Pagination : 189-212

ISBN : 978-2-910513-71-9

ISSN : 0044-8613

Référence électronique

Rémy Madinier, « La tragédie de 1965 en Indonésie : une historiographie renouvelée, une mémoire toujours tronquée », *Archipel* [En ligne], 88 | 2014, mis en ligne le 10 septembre 2017, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/archipel/529> ; DOI : 10.4000/archipel.529

RÉMY MADINIER¹

La tragédie de 1965 en Indonésie : une historiographie renouvelée, une mémoire toujours tronquée

¹Les récentes accusations de communisme portées lors de la campagne présidentielle à l'encontre du PDI-P et de son candidat, Jokowi, témoignent de l'empreinte indélébile de la « tragédie de 1965 »² sur la vie politique indonésienne. À travers son incapacité à réécrire le récit fondateur de l'Ordre nouveau, se lit le caractère inabouti d'une *Reformasi* empêtrée dans l'encombrant héritage de trente années de régime autoritaire. Il ne s'agit pas seulement ici de l'extraordinaire capacité de résilience et de résistance de ces élites inefficaces et corrompues, de ces forces de l'ordre (armée, police et plus encore justice) qui répugnent à se mettre au service exclusif de la légalité républicaine. L'incapacité collective de l'Indonésie à sonder la part d'ombre de son histoire récente « bride l'imagination réformiste »³, la prive d'une précieuse expérience et ampute l'échiquier politique de tout son flanc gauche. Plus encore, elle fait de l'ensemble de la population la complice d'une escroquerie mémorielle qui, en désignant aujourd'hui encore les victimes des massacres et leurs familles à la vindicte populaire, et en assurant une impunité totale aux bourreaux de 1965, a interdit tout travail de deuil. Près d'un demi-siècle après les violences de masse qui accompagnèrent la naissance de l'Ordre nouveau, ce déni de mémoire fait encore sentir ses effets délétères : le pays entretient un rapport conflictuel à la vérité dont le surprenant destin politique de Prabowo Subianto, héritier à plus d'un titre du régime Suharto, constitue le sombre reflet.

1. Centre Asie du Sud-Est (CASE UMR 8170, CNRS/EHESS), Paris.

2. « Tragedi 65 », selon la désignation qui a désormais cours en Indonésie.

3. Daniel S. Lev, « Memory, Knowledge and Reform », in Mary S. Zurbuchen (ed.), *Beginning to Re-member: The Past in the Indonesian Present*, Singapour, Singapore University Press, 2005, p. 195-208.

Les raisons de ce refus d'une lecture claire et apaisée de l'histoire des bouleversements politiques, sociaux et culturels ayant permis à l'armée de s'emparer du pouvoir sont multiples. En premier lieu, la difficulté d'un travail sérieux sur cette période : impossible durant plus de trente ans, l'historiographie se heurte, aujourd'hui encore, à une surprenante rareté des sources. Compréhensible pour le « Coup du 30 septembre » — une opération clandestine aux motivations floues et qui échoua dans la plus grande confusion — elle est plus surprenante s'agissant des violences de masse qui ont suivi. Contrairement à d'autres exemples tragiques comme celui du Cambodge, le pouvoir indonésien n'a laissé que fort peu de traces témoignant de son implication — pourtant réelle — dans les massacres. De surcroît, la construction immédiate d'une mémoire officielle des événements (justifiant des exactions que par ailleurs on passait sous silence) inlassablement ressassée et inculquée à l'ensemble de la population durant près de trente années a interdit la diffusion de récits alternatifs.

Cette impossibilité pour les victimes et leurs familles de faire entendre leur voix n'a été que très partiellement levée avec la *Reformasi*. La libéralisation de l'Université, la fin de la censure systématique et l'ouverture de certains fonds d'archives — en particulier à l'étranger — ont certes permis d'importantes avancées historiographiques. S'agissant du « Coup du 30 septembre », elles ont complétés et, pour l'essentiel, confirmés les intuitions et les premières analyses, « à chaud », des chercheurs étrangers et mis à bas la version officielle de l'Ordre nouveau ayant justifié les massacres. Pour ce qui est des violences de masse, l'investissement de la communauté scientifique est à la fois beaucoup plus récent et plus massif, et notre connaissance de leurs modalités, de leur étendue et de leur géographie se dessine de plus en plus clairement sous nos yeux. Mais la population indonésienne est encore peu au fait de ces avancées. Une nécessaire révolution copernicienne de la mémoire collective sur ce drame demeure à accomplir : elle se heurte, aujourd'hui encore, à d'importantes résistances qui disent beaucoup des survivances de l'Ordre nouveau dans la jeune démocratie indonésienne.

Le « Coup du 30 septembre » : une mystification fondatrice

Le contexte dans lequel s'inscrivirent les tragiques événements à l'origine de la chute du président Soekarno, de l'éradication du mouvement communiste indonésien et de la prise du pouvoir par le général Suharto, a été solidement balisé par les travaux conduits par les politologues dès les années 1960⁴. Ils permettent, encore aujourd'hui, de comprendre comment la brutalité de la transition a résulté de la rupture du fragile

4. On pense en particulier aux analyses très pertinentes de Herbert Feith : *The Decline of Constitutional Democracy in Indonesia*, Jakarta, Equinox Publishing, 2006 (1^{ère} éd., Ithaca, Cornell University Press, 1962) et « Dynamics of Guided Democracy », in Ruth T. McVey (ed.), *Indonesia*, New Haven, Southeast Asia Studies, Yale University, 1963, p. 309-409. En s'appuyant sur ces écrits et sur ses propres analyses, l'historien Anthony Reid a pu ainsi proposer, dès 1968, une remarquable mise en perspective du « Coup du 30 septembre » : « Gestapu. A Hesitant Assessment », récemment republiée in Anthony Reid, *To Nation by Revolution, Indonesia in the 20th Century*, Singapour, NUS Press, 2011, p. 184-192.

équilibre instauré entre ces trois forces politiques. L'abandon par le président Soekarno de la démocratie parlementaire, en 1957, avait en effet conduit progressivement à un face-à-face de plus en plus tendu entre communistes et militaires. Renforcés par leurs succès dans la lutte contre les rébellions régionalistes, ces derniers s'accommodaient parfaitement du caractère autoritaire de la « Démocratie dirigée », gage selon eux d'une vie politique « fondée non pas sur l'individualisme occidental, mais sur le principe familial (*kekeluargaan*) considéré comme l'identité de notre nation »⁵. Mais dans le même temps, afin de contenir cette influence de l'armée, le président s'était engagé dans un dangereux équilibrisme politique en proclamant son attachement au « socialisme à l'indonésienne » et en célébrant, à travers le NASAKOM⁶, l'alliance entre forces nationalistes, religieuses et communistes. Chaque camp avait alors rivalisé d'ardeur pour mobiliser ses partisans en faveur des objectifs présidentiels. En 1961, le lancement de la campagne destinée à intégrer la partie occidentale de la Papouasie — demeurée dans le giron des Pays-Bas depuis l'indépendance — puis, l'année suivante, la *Konfrontasi* avec la Malaisie, constituèrent autant de prétextes à une surenchère nationaliste entre l'armée et le PKI⁷.

Au fil des ans, la balance sembla pencher de plus en plus en faveur de l'influence communiste. En politique intérieure, le PKI, qui était parvenu à éliminer ses concurrents directs du Murba (un petit parti de la gauche radicale et nationaliste) et du Mouvement de soutien au Soekarnoïsme (Badan Pendukung Sukarnoism, BPS, anticommuniste), s'attaqua plus directement aux propriétaires terriens et à l'armée de terre. Prétextant de la lenteur de l'application de la réforme agraire (adoptée en 1960), ses organisations lancèrent des « actions unilatérales » souvent violentes contre les propriétaires réticents. Le parti communiste s'en prit également aux *kabir*, « capitalistes bureaucrates » corrompus et incompetents, qui dirigeaient les entreprises d'État sous le contrôle des militaires. À la faveur de la *Konfrontasi*, le PKI parvint même à obtenir — à la grande fureur de l'armée de terre — l'approbation de la marine et de l'armée de l'air pour son projet d'armer ouvriers et militants et de nommer des commissaires politiques au sein des forces armées⁸. Sur le plan diplomatique, l'Indonésie se rapprocha peu à peu de la Chine et au début de l'année 1965, quitta l'ONU. Soekarno annonça alors la création d'une organisation concurrente des « nouvelles forces montantes » autour d'un axe Jakarta-Pékin-Hanoi-Phnom Penh-Pyongyang⁹.

5. Selon les termes du général Nasution cité par Françoise Cayrac-Blanchard, *L'armée et le pouvoir en Indonésie, de la révolution au développement*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 31.

6. Nasionalisme, Agama, Komunisme.

7. Partai Komunis Indonesia.

8. Cayrac-Blanchard, *ibid.*, p. 59.

9. Sur la politique étrangère de Soekarno, on se reportera à Franklin B. Weinstein, *Indonesia's Foreign Policy and the Dilemma of Dependence – From Soekarno to Suharto*, Singapour, Equinox Publishing, 2007 (1^{re} édition, Cornell University Press, 1976).

Face à cette montée du Parti communiste — qui comptait en 1965 près de trois millions de membres, auxquels s’ajoutaient les vingt millions de sympathisants des organisations de masse qu’il contrôlait — l’état-major de l’armée de terre tenait prête une contre-offensive destinée à rétablir l’équilibre en sa faveur. Avertis des plans militaires, leurs adversaires se lancèrent dans une opération qui, mal coordonnée, allait leur être fatale.

La cabale mal préparée de quelques officiers progressistes et l’influence (trop) secrète du PKI

Au soir du 30 septembre, six généraux et un lieutenant furent kidnappés par un groupe d’officiers « progressistes » emmenés par le lieutenant-colonel Untung, commandant de la garde présidentielle. Trois d’entre eux furent tués lors de leur arrestation. Leurs dépouilles furent transportées sur la base aérienne de Halim, proche de Jakarta, et jetées dans un puits abandonné, le « trou aux crocodiles » (*lubang buaya*, qui allait devenir l’un des hauts-lieux de la mémoire officielle de l’évènement) dans lequel les rejoignirent bientôt les corps des autres officiers exécutés sur place. Au cours de la nuit, les putschistes parvinrent à prendre le contrôle d’une partie de la capitale et, au matin du 1^{er} octobre, leurs dirigeants, s’exprimant au nom du « Mouvement du 30 septembre » affirmèrent avoir agi pour contrecarrer les plans d’un « conseil des généraux » qui préparait, avec l’aide de la CIA, un coup d’État visant à renverser le président Soekarno.

Seul rescapé parmi les officiers visés, mais traumatisé par la mort de sa fille lors de sa tentative d’arrestation, le général Nasution, chef d’état-major des forces armées et ministre de la Défense, demeurait caché. Le général Suharto, commandant de la réserve stratégique (KOSTRAD, une unité d’élite) prit alors la direction de l’armée, plaça sous ses ordres la police et la marine et reconquit rapidement les quelques lieux contrôlés par les putschistes.

Faute d’archives et de témoignages fiables — les « aveux » des protagonistes impliqués dans le coup ayant été obtenus dans des conditions douteuses — l’analyse objective des événements procéda par tâtonnements successifs. Dès 1966, la propagande officielle de l’Ordre nouveau — un complot communiste préparé de longue date au sein d’un « bureau spécial du PKI » — fut sévèrement critiquée par ce qui fut ensuite baptisé le « Cornell paper », une enquête minutieuse de deux spécialistes reconnus de l’université éponyme¹⁰. Pour eux, le « Coup du 30 septembre » était la réponse d’un groupe de jeunes officiers progressistes, désireux de retrouver l’esprit de la Révolution, face à un haut état-major de l’armée, considéré comme décadent et corrompu¹¹. Sans nier les affinités idéologiques entre les putschistes et le Parti

10. Cette première enquête était à l’origine prévue pour une diffusion restreinte. Elle ne fut publiée que plusieurs années plus tard par ses auteurs, Benedict Anderson et Ruth McVey, *A preliminary analysis of the 1 October 1965 coup in Indonesia*, Ithaca, NY, Cornell Modern Indonesia Project, 1971.

11. La division Diponegoro — basée à Java-Centre et de ce fait moins sensible au cosmopolitisme de la capitale accusée d’être responsable de la perte de l’esprit révolutionnaire — joua un grand rôle dans

communiste, les deux chercheurs se montraient convaincus que ce dernier n'avait été impliqué que tardivement et marginalement dans les événements. Ils soulignaient en particulier le décalage entre le risque démesuré pris par un PKI — par ailleurs en pleine progression sur la scène politique — et la totale impréparation de ses organisations de masse, qui les livra, totalement désemparées, à la contre-offensive de l'armée¹². Cette analyse du Coup du 30 septembre fut reprise par la plupart des chercheurs ayant enquêté sur les événements, qui échafaudèrent divers scénarii pour tenter d'en éclaircir les zones d'ombres¹³.

Les recherches publiées ces dernières années — à savoir après la *Reformasi* et l'ouverture de nouveaux fonds d'archives — ont renouvelé notre connaissance du Coup de 1965¹⁴. En se fondant, entre autres, sur ce qu'il qualifie de « document Suparjo », écrit par le plus gradé des officiers putschistes, John Roosa a proposé récemment une relecture convaincante des événements¹⁵. Selon lui, D.N. Aidit, le secrétaire général du PKI, aurait bien joué un rôle majeur dans le coup manqué. C'est en effet l'un de ses proches, Sjam, responsable de ce fameux « Bureau spécial du parti », qui aurait organisé, avec les officiers putschistes, l'enlèvement de sept généraux, soupçonnés de préparer un coup d'État, afin de les conduire devant le président. S'inscrivant dans la tradition révolutionnaire de l'enlèvement politique — Soekarno et Hatta avaient eux-mêmes été retenus en otage par des *pemuda* à la veille de la proclamation de l'indépendance — l'opération avait pour but de convaincre le président de l'impérieuse nécessité d'une purge au sein de l'armée. Déshonorés mais indemnes, les sept généraux auraient été ainsi considérablement affaiblis par cette mouvance progressiste qui, issue de la base de l'armée, vilipendait leur conservatisme bourgeois.

l'émergence de ce courant protestataire interne à l'armée. Cayrac-Blanchard, *L'armée et le pouvoir en Indonésie, de la révolution au développement*, op.cit., p. 66.

12. Dans le cadre de la *Konfrontasi* avec la Malaisie, l'idée d'une « 5^e force », s'ajoutant aux quatre armes, avait été évoquée à plusieurs reprises au cours de l'année 1965. La Chine s'apprêtait d'ailleurs à livrer des armes légères à l'Indonésie dans ce but, livraison à laquelle Nasution et Yani s'étaient fermement opposés. *Ibid.* p. 49.

13. Cf., entre autres, John Hugues, *The End of Sukarno. A coup that misfired, a purge that ran wild*, Singapour, Archipelago Press, 2002, p. 112-113 (1^{ère} éd., David McKay Company, New York, 1967) ; W.F. Wertheim, « Whose plot ? New light on the 1965 events », *Journal of Contemporary Asia*, 9 (2), 1979, p. 197-215. Seul Justus van der Kroef voulut voir dans le « bureau spécial du PKI » le probable *deus ex machina* de toute l'affaire (« Origins of the 1965 Coup in Indonesia: Probabilities and Alternatives », *Journal of Southeast Asian Studies*, 3 (2), septembre 1972, p. 277-298).

14. Un renouvellement historique auquel ont aussi contribué des chercheurs indonésiens. Citons en particulier les ouvrages de Baskara T. Wardaya, *Membongkar Supersemar! Dari CIA hingga kudeta merangkak melawan Bung Karno*, Yogyakarta, Galangpress, 2007, et Asvi Warman Adam, *1965 : Orang-orang di Balik Tragedi*, Yogyakarta, Galangpress, 2009.

15. John Roosa, *Pretext for Mass Murder: The September 30th Movement and Suharto's coup d'état in Indonesia*, Madison, University of Wisconsin Press, 2006. Le document en question est une relation des événements par le général de brigade Suparjo sur les « facteurs qui influencèrent la défaite du mouvement du 30 septembre vus dans une perspective militaire ». Il a été écrit peu après les événements alors qu'il était en fuite.

Cependant, le rôle du PKI devant demeurer secret, la plupart de ses dirigeants n'en furent pas informés. La préparation de l'opération se révéla chaotique et sa mise en œuvre laisse même une étrange impression d'amateurisme¹⁶. Elle fut d'ailleurs repoussée d'une journée au dernier moment, ce qui expliquerait le décalage entre son nom, le Mouvement du 30 septembre et la date de sa réalisation, le 1^{er} octobre. Contrairement à ce qu'escomptaient les rebelles, le président Soekarno, mis devant le fait accompli une fois arrivé à Halim, refusa d'approuver l'opération (mais se garda toutefois de la condamner). Il espérait ainsi pouvoir préserver la position d'arbitre qui avait fait sa fortune politique dans les années précédentes. Mais ni lui, ni D.N. Aidit, accouru en toute hâte sur la base, contrairement à ce qui était prévu, n'anticipèrent la rapidité et l'efficacité de la réaction du général Suharto, alors commandant de la Réserve stratégique (KOSTRAD), l'une des deux unités d'élite de l'armée indonésienne.

À ce jour encore, le rôle exact du fondateur de l'Ordre nouveau dans la phase préparatoire du « Coup du 30 septembre » demeure l'un des principaux angles morts de la question. Le général Suharto semble bien avoir été averti de l'imminence de l'opération, à la fois par ses propres services de renseignement et par l'un des officiers putschistes. Le colonel A. Latief qui avait servi sous ses ordres en Irian Jaya affirma, avec constance, avoir rendu visite à Suharto à deux reprises dans les jours précédents : une première fois, quelques jours avant l'opération, pour l'informer de la menace d'un coup d'État par le « conseil des généraux », une seconde, le soir du 30 septembre pour l'avertir d'une contre-offensive imminente des officiers progressistes¹⁷.

Quelle qu'ait été sa connaissance de l'opération en cours, Suharto ne prévint pas les membres de l'état-major menacés et ces derniers ne bénéficièrent, cette nuit là, d'aucune protection particulière. Faut-il pour autant, comme l'ont fait certains, voir en lui le *Deus ex machina* de toute l'affaire ? Sans doute pas : Jakarta bruissait alors de mille rumeurs et baignait dans une atmosphère de complot permanent. L'équilibre des forces étant alors instable, sa prudence peut se justifier. Deux choses sont cependant certaines : le commandant de la Réserve stratégique profita des ambiguïtés de sa position à l'égard des rebelles et mena une contre-offensive vigoureuse tant sur le plan militaire que politique avec une maestria témoignant, si

16. Qui s'explique, selon Suparjo, par la différence de culture entre les organisateurs du coup. Alors que Sjam cultivait une relation informelle avec les officiers putschistes, ces derniers attendaient une chaîne de commandement précise et un rôle bien défini pour chacun des protagonistes. John Roosa, « The September 30th movement : the aporias of the official narratives », in Douglas Kammen et Katharine McGregor (eds), *The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-1968*, Singapour, NUS Press, 2012. p. 25-49.

17. Le colonel Latief, bien qu'emprisonné, ne fut pas cité comme témoin dans l'enquête avant 1972. En 1978, il présenta sa version des faits devant un tribunal militaire dans un mémorandum demeuré secret jusqu'à sa publication, après la chute de Suharto. Kolonel Abdul Latief, *Pledoi Kolonel A. Latief. Suharto terlibat G30S*, Jakarta, ISAI (Institut Studi Arus Informasi), 2000. Suharto reconnut plus tard avoir bien reçu la visite de Latief, le soir du 30 septembre mais affirma que ce dernier était venu pour tenter de l'assassiner.

ce n'est d'une réelle anticipation, à tout le moins d'un grand sens de l'opportunisme. Les rebelles commirent l'erreur de le laisser libre de ses mouvements¹⁸. Comptant si ce n'est sur son soutien, du moins sur sa neutralité, il ne figurait pas dans la liste des officiers à arrêter et les troupes putschistes qui occupèrent cette nuit-là les trois côtés de la place Merdeka, laissèrent libre le quatrième, où se trouvait l'état-major de la Kostrad¹⁹. L'efficacité de sa réaction tint tout à la fois à la loyauté et à la discipline de ses troupes qui lui permirent de reprendre le contrôle de la capitale en quelques heures qu'aux atermoiements du président Soekarno. Ce dernier, dépassé par les événements, ne parvint jamais à reprendre le contrôle de la situation. Refusant de reconnaître la décision de Soekarno de nommer son grand rival, le général Pranoto, chef d'état-major de l'armée de terre, en remplacement du défunt Yani, Suharto proclama son autorité sur l'ensemble des forces armées²⁰. En quelques jours, la rébellion fut matée et les quelques garnisons de Java-Centre à avoir pris fait et cause pour les putschistes rentrèrent dans le rang. Dans la mesure où les soutiens supposés du mouvement ne cherchèrent pas à mobiliser leurs troupes, il n'y eut en fait pas de réels combats : ni l'armée de l'air, aux sympathies communistes bien connues, ni le PKI et ses organisations de masse demeurées dans l'ignorance de la préparation du coup, ne tentèrent de s'opposer à la reprise en main de l'armée de terre²¹. Exploitant habilement son avantage tactique et l'émotion suscitée par les funérailles publiques des officiers assassinés, Suharto mit en branle le vaste plan de répression du communisme indonésien que l'armée de terre tenait prêt depuis plusieurs mois. Une stratégie à laquelle il conféra une dimension contre-révolutionnaire plus globale qui lui permit, en quelques mois, de s'assurer du pouvoir.

Trois éléments d'explication permettent de mieux comprendre la rapidité avec laquelle le régime Soekarno fut balayé. L'intensité de la Guerre froide, en premier lieu, permit à Suharto de bénéficier du soutien inconditionnel des puissances occidentales. Les États-Unis s'étaient efforcés depuis des années de favoriser l'anticommunisme en Indonésie par une politique d'assistance militaire officielle : entre 1958 et 1965 à l'armée et près du quart de ses officiers étaient passés par des académies américaines²². Du fait de la

18. Ce qui est étonnant dans la mesure où, comme le soulignent David Jenkins et Douglas Kammen, le général Suharto assurait régulièrement par intérim la fonction de chef d'état-major de l'armée de terre lorsque le général Yani était en visite à l'étranger (« The Army Para-commando Regiment and the Reign of Terror in Central Java and Bali » in Douglas Kammen et Katharine McGregor (eds), *The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-1968*, Singapour, NUS Press, 2012, p. 75-103).

19. W.F. Wertheim, « Whose plot ? New light on the 1965 events », *op. cit.*.

20. Pranoto avait, quelques années auparavant, dénoncé la corruption de Suharto à ses supérieurs.

21. Selon Françoise Cayrac-Blanchard, lorsque le chef d'état-major de l'armée de l'air, Omar Dhani et D.N. Aidit, secrétaire général du PKI — tous deux présents à Halim —, s'envolèrent vers Java-Centre, ce ne fut pas pour organiser la résistance mais pour appeler au calme et sauver ce qui pouvait encore l'être (*L'armée et le pouvoir en Indonésie, de la révolution au développement*, *op.cit.*, p. 64).

22. John Roosa, *Pretext for Mass Murder: The September 30th Movement and Suharto's coup d'état in Indonesia*, *op. cit.* p. 182-183.

Konfrontasi, les Anglais étaient eux aussi très inquiets de l'évolution de l'Indonésie et prêts à agir²³. Les analyses récentes des correspondances diplomatiques anglaises et américaines ainsi que des documents déclassifiés de la CIA montrent cependant que les puissances occidentales n'eurent pas de rôle direct dans le déclenchement des événements²⁴. Certes les services américains et anglais se réjouirent de l'opportunité que constitua le fiasco du Mouvement du 30 septembre et soulignèrent que cette éventualité avait été « anticipée au sein de l'armée, peut-être depuis des années »²⁵. Mais les États-Unis semblèrent surtout, dans un premier temps au moins, se situer en observateur satisfait de la tournure des événements. Par contre, dès lors que l'armée eut repris la situation en main, ils encouragèrent la destruction du PKI et surtout l'éviction du président Soekarno²⁶. La « brillante tactique du salami »²⁷ de Suharto pour éliminer progressivement toute la gauche indonésienne fut largement le fruit de ces encouragements. Ce n'est que dans un second temps d'ailleurs, en février 1966, soit plusieurs mois après le début de l'offensive de l'armée et face à la crainte de voir Soekarno parvenir à revenir dans le jeu politique, que fut évoquée la possibilité d'une aide militaire secrète²⁸.

Le second élément ayant permis l'ascension de Suharto fut l'erreur de jugement de Soekarno quant à la personnalité et à l'habileté politique de cet officier, jusque-là très discret. Affaibli par une santé défaillante, aveuglé par le culte de la personnalité dont il était l'objet depuis plusieurs années, l'autocrate vieillissant qu'était devenu le président, ne voulut voir en Suharto qu'un homme de terrain borné et sans grand sens politique. Concentrant son attention sur le général Nasution, en qui il voyait son seul rival possible, il ne parvint jamais à réagir à temps aux menées du commandant

23. Le Bureau des Affaires étrangères et du Commonwealth écrivait à ce propos que « quel que soit le chaos et l'instabilité qui en résulteraient, ce serait toujours préférable à un État communiste de cent millions d'habitants, puissant et menaçant ». Cité par Bradley Simpson, « International Dimensions of the 1965-68 Violence in Indonesia », in Douglas Kammen et Katharine McGregor (eds), *The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-1968*, Singapour, NUS Press, 2012, p. 50-74.

24. Et ce contrairement à ce qu'ont pu écrire certains auteurs comme Peter Dale Scott, « The United States and the Overthrow of Sukarno, 1965-67 », *Pacific Affairs*, 58(2), 1985, p. 239-264, et Geoffrey Robinson, *Some Arguments Concerning US Influence and Complicity in the Indonesia Coup of October, 1, 1965*, manuscrit inédit, 1984.

25. Mémoire de la CIA, daté du 3 janvier 1966, sur la situation indonésienne, cité par Baskara T. Wardaya, *Membongkar Supersemar! Dari CIA hingga kudeta merangkak melawan Bung Karno*, op. cit., p. 39.

26. Pour un aperçu des moyens déployés en ce sens, en particulier une aide économique et militaire conditionnée à la garantie de leurs intérêts pétroliers, voir Bradley Simpson, « International Dimensions of the 1965-1968 Violence in Indonesia », op. cit., p. 64-68.

27. Selon l'expression employée par l'ambassadeur, en référence bien sûr à la Hongrie, T. Wardaya, *Membongkar Supersemar! Dari CIA hingga kudeta merangkak melawan Bung Karno*, op. cit. p. 90.

28. Une éventualité évoquée lors d'une rencontre entre l'ambassadeur Green et le président Johnson qui laisse donc entendre qu'il n'y eut pas, en dehors de la communication de renseignements, d'aide militaire directe (*ibid.* p. 89).

du Kopkamtib²⁹, et ce jusqu'à l'étonnante et humiliante « lettre du 11 mars 1966 » qui l'écarta définitivement du pouvoir³⁰.

Le troisième élément, enfin, dont profita Suharto, fut l'ampleur des bouleversements espérés par toute une partie de la population, épuisée par plusieurs années d'une crise économique et sociale profonde. Paralysé par les conflits politiques et les surenchères nationalistes, l'État indonésien était au bord de la ruine. Contraint à une création massive de monnaie pour payer ses fonctionnaires et tenter d'assurer les services essentiels, le gouvernement plongea le pays dans une spirale inflationniste qui entraîna l'écroulement de la monnaie : en janvier 1965, 1 dollar valait 5 000 rupiah, en septembre de la même année, 40 000³¹.

Gestapu ou le récit des origines de l'Ordre nouveau

L'effroyable répression qui, dès les premiers jours d'octobre, s'abattit sur le parti communiste et ses sympathisants, réels ou supposés, fut la conséquence directe du récit des événements du 30 septembre que diffusèrent, dans les jours qui suivirent, une presse et une radio entièrement acquises à la cause de l'armée³². En quelques jours, ce qui n'était à l'origine que la cabale improvisée de quelques officiers progressistes — fort mal coordonnée avec une cellule aussi secrète que marginale au sein du PKI — fut transformée en une tentative de coup d'État majeur, visant à renverser la République et à instaurer un régime communiste en Indonésie. Forgé, dès le 8 octobre, par le directeur du quotidien de l'armée, *Angkatan Bersendjata*, l'acronyme Gestapu (GERakan September TigA PULuh) évoquait la violence et le caractère implacable du mouvement que tous les patriotes étaient désormais appelés à combattre. Comme le relève Ben Anderson, personne ne remarqua, sur le moment, que l'ordre des mots choisi par la propagande militaire suggérait une influence occidentale : impossible en indonésien, il était d'une syntaxe anglaise parfaite³³.

29. Dirigé par Suharto, le Komando Pemulihan Keamanan dan Ketertiban, Commandement opérationnel pour la restauration de la sécurité et de l'ordre, était l'organisme fondé le 10 octobre 1965 pour coordonner la répression contre le PKI.

30. Une lettre par laquelle il « ordonnait » à Suharto de « prendre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité et le calme, la stabilité du gouvernement et la bonne marche de la Révolution », un document contesté que Suharto considéra comme un transfert du pouvoir.

31. Sur cette crise économique et plus généralement sur la montée des tensions ayant précédé les événements de septembre 1965, voir Anthony Reid, « Gestapu. A Hesitant Assessment », *op. cit.*

32. Dès le 2 octobre, les médias proches de la gauche avaient été réduits au silence.

33. Benedict R. Anderson, « Impunity and Reenactment: Reflections on the 1965 Massacre in Indonesia and its Legacy », *The Asia-Pacific Journal*, 11(4), April 15, 2013. Le président Soekarno tenta d'ailleurs, mais un peu tard, de proposer un acronyme alternatif au Gestapu en le désignant sous le nom de Gestok (Gerakan satu Oktober), qu'il présentait comme étant le résultat des errances d'une partie de la direction du PKI, de la machination de forces néo-colonialistes et des conspirations criminelles de « certains individus » (Douglas Kammen et Katharine McGregor (eds), « Introduction: The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-1968 », in D. Kammen et K. McGregor (eds), *The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-1968*, Singapour, NUS Press, 2012, p. 4).

L'appellation la plus courante du mouvement (G30S, à laquelle le régime imposa par la suite que l'on rajoute/PKI) reprenait, elle, un ordre plus classique.

Sous l'influence des spécialistes militaires de la guerre psychologique, radios et journaux dressèrent du PKI le portrait d'un parti ayant préparé de longue date une trahison marquée du sceau de la barbarie³⁴. Le récit rendait la mouvance communiste dans son ensemble responsable de l'assassinat des généraux, prélude à une prise du pouvoir. Cette tentative, rappelait la presse, s'inscrivait dans la droite ligne des événements de Madiun, en 1948, et signalait ainsi la constance du PKI dans son désir de porter atteinte à l'indépendance de l'Indonésie.

L'évolution de la propagande de l'Ordre nouveau à propos de la responsabilité collective des communistes montre à quel point cette question fut centrale pour la justification des massacres. Remise en cause implicitement par ce que John Roosa qualifie de « second récit officiel des événements », à savoir celui que publia, à la fin 1965, Nugroho Susanto, directeur du Centre historique des forces armées, elle fut réaffirmée avec vigueur en 1994 par le « troisième récit officiel », un livre blanc publié par le Secrétariat d'État³⁵.

À la duplicité inhérente au communisme, le récit diffusé par la presse ajouta la sauvagerie : véhiculant de nombreuses rumeurs décrivant par le menu les violences qu'ils avaient fait subir à leur ennemis, elle attribua aux putschistes une inhumanité qui interdisait toute clémence. L'une de ces légendes relatait comment des membres de l'organisation féminine du PKI (le Gerwani) avaient dansé nues devant les corps des généraux assassinés puis les avaient énucléés et émasculés avant qu'on ne les jette dans la fosse aux crocodiles. Bien que démenti par le résultat des autopsies, le récit de ces perversions ajouta une dimension morale à la répression anti-communiste et justifia le fait que les femmes n'avaient pas à être épargnées³⁶.

L'intense propagande qui précéda l'éradication du mouvement communiste indonésien et lui servit, plus tard, de justification, n'entraîna pas, pour autant, une reconnaissance des massacres par les soutiens du régime. La presse affirma que la « destruction » du PKI s'était faite sans violence, que les cellules du parti et ses organisations s'étaient dissoutes d'elles-mêmes et que seuls quelques résistants avaient été tués ici ou là, les armes à la main³⁷. Nugroho Susanto ne reconnut quant à lui que quelques massacres spontanés conduits par des patriotes émotifs. Il en faisait

34. John Roosa « The September 30th movement : the aporias of the official narratives », *op. cit.*, p. 27.

35. Nugroho Susanto devint plus tard éditeur de la très officielle *Sejarah Nasional Indonesia*. Son récit des événements reconnaissait le caractère clandestin des menées du « bureau spécial » du PKI qui avait laissé la plupart des dirigeants et l'ensemble des militants dans l'ignorance de son projet (Pusat Penerangan Angkatan Darat, *40 Hari Kegagalan « G-30-S », 1 Oktober-10 November*, Jakarta, Staf Pertahanan Keamanan, 1965). Le livre blanc de 1994 fut, quant à lui, publié par le Secrétariat d'Etat (Sekretariat Negara Republik Indonesia, *Gerakan 30 September. Pemberontakan Partai Komunis Indonesia: Latar Belakang, Aksi dan Penumpasannya*, Jakarta, 1994).

36. Saskia E. Wieringa, « Sexual politics as a justification for mass murder », *Critical Asian Studies*, 46(1), 2014, p. 195-199.

37. John Roosa « The September 30th movement: the aporias of the official narratives », *op. cit.*, p. 44-46.

d'ailleurs porter la responsabilité au président Soekarno qui n'avait pas su réagir à temps, interdire le PKI et en juger les dirigeants. Quant au Livre blanc de 1994, il demeura tout simplement silencieux sur cette question.

Les violences de masse : un non-lieu de la mémoire indonésienne à l'épreuve du nouveau historiographique

Durant plus de trois décennies, les Indonésiens, victimes ou bourreaux des massacres de 1965-1966, apprirent à vivre avec les fantômes de ce drame. L'ampleur des violences, leur étendue géographique, ne put laisser que peu d'adultes dans l'ignorance. Mais le négationnisme officiel et la censure efficace qui l'accompagnait interdirent toute parole publique. Seuls quelques cercles militants tentèrent de briser ce silence en faisant circuler sous le manteau œuvres littéraires clandestines et rapports d'ONG étrangères. Et encore s'agissait-il avant tout de la cause des survivants, de ces *tapol* (prisonniers politiques) qui peuplaient les camps d'internement comme autant de signes tangibles d'un danger toujours menaçant et d'une répression toujours possible.

Ce mutisme officiel, assumé par l'immense majorité de la population, rendit longtemps impossible tout travail scientifique. Le premier colloque sur le sujet n'eut lieu qu'en 1987 et dans son introduction à l'ouvrage collectif qui en fut tiré quelques années plus tard, Robert Cribb remarquait « Les informations détaillées sur qui a été tué ? Où ? Quand ? Pourquoi et par qui ?, sont si éparses que la plupart des conclusions en la matière ne peuvent, encore aujourd'hui, qu'être qualifiées de provisoires. »³⁸ À une ou deux exceptions près, le véritable nouveau historiographique dut attendre les débuts de la *Reformasi*³⁹. Timide à ses débuts, la recherche ne s'est vraiment intéressée à la question que depuis quelques années, avec en particulier l'émergence d'une jeune génération d'historiens indonésiens qui, le plus souvent en lien avec des universitaires étrangers, ont entrepris un important travail de terrain⁴⁰. Plusieurs études sur les conditions locales des massacres ont ainsi été publiées ces dernières années⁴¹. Des enquêtes se sont plus particulièrement intéressées à la place des femmes parmi les victimes, et, plus récemment, à la condition des bourreaux⁴².

38. Robert Cribb, *The Indonesian Killings of 1965-1966 : Studies from Java and Bali*, Clayton, Centre of Southeast Asian Studies, Monash University, 1990, p. 3.

39. Signalons en particulier le chapitre 11 de l'ouvrage de Geoffrey Robinson, *The Dark Side of Paradise: Political Violence in Bali*, Ithaca and London, Cornell University Press, 1995.

40. Cf. les remarquables travaux d'histoire orale conduits dans le cadre de l'Institut d'histoire sociale (*Institut Sejarah Sosial*), une modeste fondation jakartanaise ayant déjà plusieurs publications à son actif. Voir par exemple John Roosa, Ayu Ratih, Hilmar Farid (eds.), *Tahun yang tak Pernah Berakhir. Memahami Pengalaman Korban 1965: Esai-Esai Sejarah Lisan*, Jakarta, Elsam, 2004.

41. Ngurah Suryawan, *Ladang Hitam di Pulau Dewa: Pembantaian Massal 1965 di Bali*, Yogyakarta, Galangpress, 2007 ; Hermawan Sulisty, *Palu Arit di Ladang Tebu: Sejarah Pembantaian Massal yang Terlupakan (Jombang-Kediri 1965-1966)*, Jakarta, Kepustakaan Populer Gramedia, 2000.

42. Komnas Perempuan, *Kejahatan terhadap Kemanusiaan Berbasis Gender: Mendengarkan Suara Perempuan Korban Peristiwa 1965*, Jakarta, Komnas Perempuan, 2007 ; Kurniawan et al., *Pengakuan*

Depuis peu, de premières synthèses (ouvrages ou numéros spéciaux de revues) tentent de rassembler différents niveaux d'analyses afin de proposer, par touches successives, une vision d'ensemble de ces événements⁴³. Mais ces entreprises ne sont encore que la juxtaposition d'enquêtes de terrain (souvent remarquables d'ailleurs) et la question attend encore son historien. Sans prétendre pallier cette absence, nous signalerons ici quelques-uns des éléments les plus saillants mis en lumière par ce renouveau historiographique.

Les configurations régionales de la haine

Initiée et — dans une certaine mesure — pilotée depuis l'état-major, la répression connut toutefois de nombreuses déclinaisons régionales que soulignent plusieurs études. Tant le calendrier, l'ampleur et les modalités des massacres varièrent en fonction des terreaux locaux que rencontra la volonté exterminatrice.

Ce fut à Aceh que les violences de masse débutèrent, dès la fin de la première semaine d'octobre. L'armée y était en force et relativement homogène et le PKI, force politique mineure dans cette région, ne pouvait opposer de résistance. Les arrestations et les assassinats de ses militants furent rapides. Dès le début du mois de décembre, le commandement militaire régional signalait que la région était « nettoyée de ces éléments contre-révolutionnaires liés au mouvement du 30 septembre »⁴⁴.

À Java-Central, l'un des bastions du communisme indonésien, les deux premières semaines d'octobre furent marquées par de violentes manifestations, des arrestations et la destruction des locaux du parti. Mais les assassinats ne débutèrent qu'après l'envoi par Suharto des parachutistes (RPKAD, Resimen Para Komando Angkatan Darat) commandés par l'un de ses fidèles, le Colonel Sarwo Edhie Wibowo⁴⁵. Dans les villes et villages qu'elles traversèrent, ses troupes encouragèrent la formation de milices locales, auxquelles elles livraient les personnes arrêtées⁴⁶. Les exécutions avaient lieu en général dans la forêt et les corps étaient enterrés sur place, dans des fosses communes. Près de 100.000 personnes périrent en quelques mois dans cette région.

Dans la province voisine de Java-Est, l'armée prit une part moins active dans les violences de masse qui débutèrent à la même période. Les parachutistes du RPKAD ne se déployèrent pas dans la région et les troupes locales, beaucoup plus divisées, ne

algojo 1965: *Investigasi Tempo Perihal Pembantaian 1965*, Jakarta, Tempo Publishing, 2013.

43. Outre l'ouvrage dirigé par Douglas Kammen et Katharine McGregor (*The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-1968*, *op. cit.*), plusieurs revues ont consacré récemment des numéros spéciaux à cette question, en particulier : *Journal of Current Southeast Asian Affairs* (32, 3, 2013) et *Critical Asian Studies*, (46, 1, 2014).

44. Harold Crouch, *The Army and Politics in Indonesia*, Ithaca, Cornell University Press, 1978, p. 143.

45. Et par ailleurs beau-père de l'ancien président Susilo Bambang Yudhoyono.

46. Sur cette province, voir l'étude de Mathias Hammer « The Organisation of the Killings and the Interaction between State and Society in Central Java, 1965 », *Journal of Current Southeast Asian Affairs* 32(3), 2013, p. 37-62, ainsi que celle de David Jenkins et Douglas Kammen, « The Army Para-commando Regiment and the Reign of Terror in Central Java and Bali » *op. cit.*

furent que marginalement impliquées⁴⁷. Les exactions furent principalement le fait des organisations liées au Nahdlatul Ulama (NU). L'hostilité des organisations religieuses au communisme était alors générale en Indonésie, comme d'ailleurs plus largement en Asie du Sud-Est⁴⁸. À Java-Est toutefois, pour deux raisons particulières, l'opposition de l'Islam au PKI était particulièrement affirmée⁴⁹. La première était le souvenir encore très vif de la révolte de Madiun de septembre 1948. Après s'être brièvement emparé de cette ville durant des affrontements internes à la jeune République, des milices proches du PKI, avaient, durant leur retraite, assassiné de nombreux membres du parti Masjumi, dont le Nahdlatul Ulama était alors la principale composante dans la région. La seconde raison à cet antagonisme était liée à la difficile application de la réforme agraire, adoptée en 1960. Premier parti de la région, très bien implanté parmi les ouvriers agricoles et les paysans sans terre grâce à son syndicat, le Barisan Tani Indonesia, le Parti communiste avait tenté de s'en prendre aux fondations religieuses et aux écoles coraniques. Contrôlant traditionnellement d'importantes surfaces agricoles, ces institutions s'étaient vu confier de nouvelles terres par des propriétaires désireux d'échapper au partage prévu par la loi⁵⁰. En 1962, face aux menaces des mouvements communistes, les *kiai* avaient encouragé la formation, au sein de la branche de jeunesse du NU, d'une milice martialement dénommée Banser (Barisan Ansor Serba Guna, Brigade « multi-usages » de l'Ansor). Sa redoutable efficacité avait permis, au début de l'année 1965, l'arrêt des « actions unilatérales » des syndicats en faveur de la réforme agraire. Ce fut donc tout naturellement vers elle que se tournèrent les dirigeants du NU lorsqu'il s'agit d'épauler les militaires dans leur projet d'éradication du communisme qui prit, dès lors, une dimension religieuse⁵¹. Les escadrons de la mort de l'Ansor, une fois obtenu l'accord des leaders locaux du NU, formaient généralement des patrouilles communes avec des militaires pour procéder aux arrestations. Puis, selon le même mode opératoire que dans la plupart des régions, les suspects étaient détenus quelques jours dans des camps gardés par l'armée. Ceux dont l'appartenance à la mouvance communiste était officiellement

47. La division Brawijaya en particulier était partagée sur l'attitude à adopter, certains de ses cadres, proches du PNI, craignaient que la répression n'affaiblisse le président Soekarno. Cf. Greg Fealy et Katharine McGregor, « East Java and the Role of Nahdlatul Ulama in the 1965-66 Anti-communist Violence », in Douglas Kammen et Katharine McGregor (eds), *The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-1968*, *op. cit.*, p. 104-130.

48. Comme ce fut le cas pour l'Eglise catholique aux Philippines, le clergé bouddhiste en Thaïlande, les dirigeants musulmans en Malaisie.

49. Greg Fealy et Katharine McGregor, « East Java and the Role of Nahdlatul Ulama in the 1965-66 Anti-communist Violence », *op. cit.*, p. 113.

50. Comme le souligne Benedict R. Anderson, « dès lors que ces terres avaient acquis ce statut de *wakaf*, même les plus pauvres des paysans sans terre musulmans était prêts à défendre leur inaliénabilité. » (« Impunity and Reenactment: Reflections on the 1965 Massacre in Indonesia and its Legacy », *op. cit.*).

51. Comme le montre bien le témoignage de Haji SY recueilli par les journalistes de *Tempo*. Alors âgé de 27 ans, il étudiait dans la *pesantren* Lirboyo près de Kediri. Responsable local de l'Ansor, il prit une part active aux massacres, persuadé de mourir en martyr de l'islam (*mati syahid*) si les choses venaient à mal tourner (Kurniawan et al, *Pengakuan algojo 1965*, *op. cit.*, p. 17-18).

confirmée étaient à nouveau confiés aux jeunes de l'Ansor pour un séjour en forêt dont ils ne revenaient pas. Ce mode opératoire se révéla d'une redoutable efficacité : en un peu plus de deux mois, près de 200.000 personnes furent assassinées dans la province. Au début de 1966 toutefois, les autorités militaires s'inquiétèrent du fait que les exécutions visaient désormais des personnes ayant des liens très éloignés avec le PKI. Elles ordonnèrent aux responsables du Nahdlatul Ulama de cesser les assassinats ce qui n'alla pas sans frictions : des affrontements sanglants opposèrent même certaines unités de l'armée dont des proches avaient été éliminés aux jeunes de l'Ansor avant que le calme ne revienne⁵².

La haine des communistes n'était cependant pas l'apanage des organisations musulmanes puisque la région qui, au regard de sa population, paya le plus lourd tribut à cette folie meurtrière fut Bali. L'alliance contre le PKI prit ici une configuration inédite puisqu'elle associa les troupes du RPKAD, arrivées début décembre de Java-Central et des milices du PNI, contrôlées par les élites locales (les grands propriétaires terriens, le plus souvent des brahmanes qui surent, eux aussi, mobiliser des sentiments religieux)⁵³. Les massacres durèrent jusqu'à mi-1966 et causèrent la mort d'environ 80.000 personnes.

À la fin 1965, la vague de violence s'était étendue également aux provinces de Java-Ouest, Sumatra-Nord et Sulawesi-Sud. Dans ces régions cependant, elle fut beaucoup moins meurtrière (environ 30.000 morts pour l'ensemble des trois provinces) car elle demeura sous le contrôle des unités locales de l'armée, fort réticentes à l'idée d'armer des civils dans ces anciens bastions du Darul Islam⁵⁴.

Dans les premiers mois de 1966, enfin, des régions jusque-là épargnées (Sumatra-Ouest, Lampung, Nusa Tenggara-Est) furent touchées par les exactions. Dans les régions christianisées des petites îles de la Sonde — ainsi d'ailleurs que dans les communautés chrétiennes de Java-Centre et Java-Est — l'implication de certaines communautés catholiques et protestantes dans les massacres est attestée. Bien que les églises aient encouragé l'anti-communisme, ces mouvements populaires ne bénéficièrent cependant pas de la caution officielle du clergé qui s'efforça au contraire d'apaiser la situation et permit ici ou là aux communistes d'échapper aux massacres⁵⁵. Dans les années qui suivirent, des responsables catholiques et protestants s'engagèrent activement en faveur des prisonniers politiques, ce qui leur

52. Des affrontements qui menacèrent de dégénérer en bataille rangée lorsque l'aile gauche du PNI, bien représentée au sein des unités de marine basées à Surabaya, devint la cible de la répression (Greg Fealy et Katharine McGregor, « East Java and the Role of Nahdlatul Ulama in the 1965-66 Anti-communist Violence », *op. cit.*).

53. Geoffrey Robinson, *The Dark Side of Paradise: Political Violence in Bali*, *op. cit.*, chapitre 11.

54. La rébellion islamique avait été vaincue quelques années plus tôt au prix de lourdes pertes pour l'armée (Cees Van Dijk, *Rebellion Under The Banner of Islam*, Martinus Nijhoff, Den Haag, 1981).

55. Mujiburrahman, *Feeling Threatened. Muslim-Christian Relations in Indonesia's New Order*, Amsterdam University Press, 2006, p. 23-25.

fut d'ailleurs amèrement reproché par certains dirigeants musulmans qui y virent un encouragement à se convertir.

L'interdiction officielle du PKI, au lendemain du transfert du pouvoir de Soekarno à Suharto, le 11 mars, marqua cependant la fin de l'engagement de l'armée. Les assassinats se poursuivirent pourtant durant près de six mois. De graves dissensions, semblables à celles de Java-Est, étaient entretemps apparues au sein même des diverses coalitions anti-communistes : les relations entre marine et police d'une part, armée de terre d'autre part étaient en particulier de plus en plus tendues⁵⁶.

En octobre 1966, un peu plus d'un an après le « Coup du 30 septembre », eurent lieu les derniers massacres. La violence entra alors dans sa phase ultime (qui dura encore deux années) qui vit l'emprisonnement de centaines de milliers de personnes liées au régime Soekarno mais aussi, et pour la première fois, quelques combats destinés à réduire de rares poches de résistance qui s'étaient formées au sein des anciens bastions ruraux du PKI, à Java en particulier. Plus d'un million cinq cent mille personnes furent arrêtées et, en 1969, près de cent mille étaient encore en prison⁵⁷. Certaines furent arrêtées plusieurs années après le coup et d'autres restèrent emprisonnées jusqu'à quatorze années dans l'attente de leur jugement⁵⁸. Même une fois libérés et jusque dans les années 1990, les communistes — ainsi que leurs familles — firent l'objet de discriminations systématiques. De nombreux emplois leur étaient interdits, leurs droits civiques étaient limités et la surveillance constante dont ils faisaient l'objet entravait leur liberté de mouvement. Plus largement, ils eurent à subir le poids d'une réprobation sociale qui fit d'eux de véritables parias : trouvant difficilement du travail, leurs moyens de subsistance étaient très limités et ils ne purent souvent pas envoyer leurs enfants à l'école. Par bien des aspects, ils devinrent « l'équivalent indonésien des intouchables »⁵⁹.

La question du génocide

L'un des grands débats ayant animé la communauté scientifique ces dernières années a porté sur l'éventuelle qualification de génocide des massacres de 1965-1966. En se fondant sur la définition adoptée par la Convention de Rome de 1948 qui définit le génocide comme la « destruction de tout ou partie d'un groupe racial,

56. Douglas Kammen et Katharine McGregor (eds), *The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-1968*, op. cit., « Introduction », p. 19.

57. Jean-Louis Margolin, « Indonésie 1965 : un massacre oublié », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8, n° 1, 2001, p. 59-92. Les prisonniers étaient répartis en trois catégories : A pour les personnes considérées comme directement impliquées dans le « Coup du 30 septembre » (les dirigeants de la galaxie communiste) ; B pour les membres du PKI et des organisations de masse ; C pour ceux dont les liens avec les communistes étaient plus lointains et dont l'appréciation était beaucoup plus arbitraire.

58. Pour un bilan complet, voir le rapport d'Amnesty International, *Power and Impunity: Human Rights under the New Order*, London, Amnesty International Publications, 1994.

59. Katharine McGregor, « Inside the Minds of Executioners: Reimagining the Loss of Life in the 1965 Indonesian Killings », *Critical Asian Studies*, 46, 1, 2014, p. 189-194.

ethnique ou religieux » la plupart des auteurs ont refusé d'appliquer cette appellation aux événements d'Indonésie⁶⁰. Les arguments avancés tenaient au caractère explicitement politique des massacres de 1965-66 — et donc au fait que les Chinois d'Indonésie victimes de ces violences l'avaient été à cause de leur proximité, réelle ou supposée, avec le PKI et non en raison de leur appartenance ethnique⁶¹. Ces dernières années, une nouvelle génération de chercheurs a toutefois remis en cause cette interprétation très restrictive, en s'appuyant en particulier sur le cas cambodgien. Au début des années 1980, en effet, devant l'ampleur des massacres commis par les Khmers rouges, les Nations-Unies, tout en reconnaissant leurs motivations essentiellement politiques, décidèrent de les qualifier de génocide, en invoquant le fait que certains groupes ethniques, comme les Chams, avaient été particulièrement visés. Un chercheur australien, Jess Melvin, a montré, à partir du cas d'Aceh, que l'on pouvait appliquer un raisonnement similaire à l'Indonésie⁶².

Dans cette province en effet, les vagues de violences successives prirent pour cibles les membres de la communauté chinoise en tenant de moins en moins compte de leur appartenance politique. Dans les premières semaines d'octobre, une fois le PKI éliminé, l'appareil répressif se tourna vers des organisations ethniques proches du parti. La plus importante d'entre elle, le Baperki (*Badan Permusjawaratan Kewarganegaraan Indonesia*), avait été fondée en 1954 dans le but de fédérer l'ensemble des organisations chinoises d'Indonésie. Très favorable au président Soekarno, elle s'était progressivement rapprochée du Parti communiste avec laquelle elle n'entretenait toutefois aucun lien organique. Le 20 octobre pourtant, après plusieurs jours d'émeutes anti-chinoises, le commandement militaire d'Aceh la désigna comme étant affiliée au PKI et devant, à ce titre, être éliminée⁶³. Au début de l'année 1966, les violences s'étendirent à l'ensemble des organisations qui, sans être favorables au Parti communiste indonésien, soutenaient le régime de Pékin. Les militaires protégèrent par contre les militants pro-Kuomintang qui leur avait fait allégeance. Ces derniers représentaient environ le tiers des Chinois présents dans la région (en dehors de Taiwan, l'Indonésie abritait, dans les années 1950, la plus importante communauté hostile à Pékin)⁶⁴. Anti-communistes et anti-sukarnoïstes,

60. Pour une synthèse de ces arguments, voir Robert Cribb et Charles Coppel, « A Genocide That Never Was: Explaining the Myth of Anti-Chinese Massacres in Indonesia, 1965–66 », *Journal of Genocide Research*, 11(4), décembre 2009, p. 447-465.

61. La définition officielle du terme génocide en 1948 avait écarté les massacres liés à des questions politiques car les grandes puissances craignaient, à l'aube de la Guerre froide, de se voir un jour appliquer cette notion aux régimes qu'ils soutenaient.

62. *Mechanics of Mass Murder: How the Indonesian Military Initiated and Implemented the Indonesian Genocide, The Case of Aceh*, School of Historical and Philosophical Studies, The University of Melbourne, 2014.

63. Jess Melvin, « Why Not Genocide? Anti-Chinese Violence in Aceh, 1965–1966 », *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 32(3), 2013, p. 63-91.

64. Pour une description plus complète de ces réseaux, on se reportera à Hong Liu, *China and the Shaping of Indonesia 1949–1965*, Kyoto University Press, 2011.

leurs organisations avaient soutenu la rébellion du PRRI à Sumatra, en lui procurant des armes qui, en provenance de Taiwan, transitaient par Aceh. Cet engagement leur avait valu d'être ostracisées par le gouvernement indonésien qui avait imposé la fermeture de leurs écoles. Mais cette distinction entre communautés pro-Pékin et pro-Kuomintang, que l'armée entendait préserver, se heurta aux slogans simplistes des milices étudiantes KAMI et KAPPI⁶⁵. Dans plusieurs villes d'Aceh, ces dernières s'en prirent indistinctement à la communauté chinoise, ce qui entraîna plusieurs heurts avec l'armée et la mort de plusieurs des membres de ces milices⁶⁶. Face à une situation qu'il ne parvenait plus à contrôler, le commandement militaire d'Aceh ordonna, en mars 1966, l'expulsion de tous les Chinois étrangers de la province. Ces derniers rallièrent alors Medan où quelques milliers d'entre eux purent être évacués par un bateau venu de Chine Populaire. Mais les rotations du navire envenimèrent une situation déjà tendue et de véritables pogroms anti-chinois éclatèrent dans la ville⁶⁷.

Désormais bien documenté, le cas de Sumatra-Nord montre que certaines communautés chinoises furent les cibles privilégiées des violences bien au-delà de simples considérations politiques. Le cas de cette région est certes particulier mais la question mériterait d'être approfondie pour d'autres provinces où les sentiments anti-chinois furent également mobilisés⁶⁸.

Impulsion centrale et massacres de proximité : l'écheveau des responsabilités

La volonté du général Suharto et de son entourage d'annihiler toute la gauche indonésienne et la célérité avec laquelle ce plan fut mis en œuvre doivent être interprétées dans la perspective de la lutte politique qui opposa, au sommet de l'État, le fondateur de l'Ordre nouveau à son prédécesseur⁶⁹. Au lendemain du « Coup du 30 septembre », une course de vitesse s'engagea entre les éléments les plus durs de l'armée — qui entendaient pousser le plus loin possible l'avantage qu'ils venaient de prendre — et les partisans du président Soekarno. Ce dernier, espérant rétablir l'équilibre politique *ex ante*, mena une politique hésitante. Ne voulant voir dans

65. Le KAMI (Front d'action des étudiants indonésiens) et le KAPPI (Front d'action des lycéens indonésiens) furent fondés, avec le soutien de l'armée, le 25 octobre 1965 et le 9 février 1966. Sur ces mouvements, voir François Raillon, *Les étudiants indonésiens et l'Ordre Nouveau. Politique et idéologie du Mahasiswa Indonesia (1966-1974)*, Paris, Editions de la Maison des sciences de l'homme, 1984.

66. Melvin, Jess, « Why Not Genocide ? Anti-Chinese Violence in Aceh, 1965-1966 », *op. cit.*.

67. Yen-ling Tsai et Douglas Kammen, « Anticommunist Violence and the Ethnic Chinese in Medan, North Sumatra », in D. Kammen et K. McGregor (eds), *The Contours of Mass Violence in Indonesia, 1965-1968*, Singapour, NUS Press, 2012, p. 131-155.

68. David Jenkins et Douglas Kammen, décrivent ainsi comment, à Semarang, et dans de nombreuses autres villes de Java-Central, le RPKAD encouragea les « religieux » (NU, Muhammadiyah, catholiques) à attaquer les communistes et les bâtiments chinois (« The Army Para-commando Regiment and the Reign of Terror in Central Java and Bali », *op. cit.*, p. 81).

69. Sur les détails politiques et institutionnels de cet affrontement feutré entre Soekarno et Suharto autour de la question des purges, voir Yosef Djakababa (« The Initial Purging Policies after the 1965 Incident at Lubang Buaya », *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 32(3), 2013, p. 11-36), qui propose une analyse remarquable des instructions issues des diverses structures militaires impliquées.

l'assassinat des généraux qu'une querelle de militaires ayant mal tourné, il confia imprudemment à Suharto le commandement de l'armée de terre ainsi que le soin de rétablir l'ordre. Qualifiant ces événements de « ride sur l'océan de la Révolution », le président ne sembla jamais prendre la mesure de la fureur anti-communiste qui, habilement instrumentalisée, s'était emparée de l'Indonésie⁷⁰. Avec les encouragements et sous la protection de l'armée, les mouvements anti-communistes se rassemblèrent autour d'un « Front d'action pour éradiquer le mouvement du 30 septembre »⁷¹. Composée de membres du Nahdlatul Ulama, du PSII, de l'IPKI et du Parti catholique, la nouvelle alliance lança d'imposantes manifestations de rue et, le 8 octobre, prit d'assaut et incendia le siège du PKI à Jakarta, inaugurant la chasse aux militants communistes.

En sus de cette mobilisation politique l'armée s'efforça, à travers le Kopkamtib, de parer la répression des apparences de la légalité républicaine. Une série de décrets fut adoptée, prévoyant à la fois les procédures d'enquêtes et d'interrogatoires des suspects ainsi que des « mesures de solution pour les prisonniers » (*tindakan penyelesaian pada tawanan/tahanan*), un euphémisme désignant les exécutions et ce « conformément à la loi ou bien à la discrétion des commandants militaires locaux »⁷². Ces textes étendirent progressivement la répression non seulement aux personnes impliquées dans le « Coup du 30 septembre », mais à tous les individus engagés dans les mouvements communistes avant cette date⁷³.

Cette débauche réglementaire ne doit cependant pas faire illusion : la volonté d'une répression rapide et impitoyable, liée à la compétition politique évoquée plus haut, ainsi que le nombre limité de troupes « sûres » disponibles, laissèrent une grande place à l'improvisation et força l'armée à s'entourer d'auxiliaires qu'elle ne contrôlait pas toujours⁷⁴. À Sumatra-Nord, par exemple, où ni le NU, ni le PNI n'étaient assez puissants pour organiser la répression, voyous et repris de justice furent chargés, moyennant la garantie d'une impunité totale, des basses œuvres des militaires⁷⁵. Au caractère imprévisible de ces franchisés de la violence d'État,

70. John Hugues, *The End of Sukarno. A coup that misfired: a purge that ran wild*, op. cit., p. 211.

71. Kesatuan Aksi Pengganyangan Gestapu.

72. Army Strategic Reserve Command (KOSTRAD), Decree Kep-069/10/1965, Kopkamtib, 1970, cité par Mathias Hammer, « The Organisation of the Killings and the Interaction between State and Society in Central Java, 1965 », op. cit..

73. Ministry of Defence decree Kep-1/Kopkam/12/1965, 21 December 1965, Kopkamtib 1970, *ibid*.

74. Ainsi, à Java-Central, le colonel Sarwo Edhie ne disposait guère plus de 2 500 hommes, pour une province de vingt millions d'habitants où le PKI était la première force politique et dans laquelle certaines unités de l'armée et de la marine lui étaient plutôt favorables (Mathias Hammer, « The Organisation of the Killings and the Interaction between State and Society in Central Java, 1965 », op. cit.).

75. L'utilisation de délinquants par l'armée lors des événements de 1965 à Medan est décrite par le documentaire de Joshua Oppenheimer, *The Act of Killing* (2012). Sur les nombreux débats suscités par ce film qui, à bien des égards, illustre parfaitement les raisons de l'impunité des auteurs des massacres, voir le numéro spécial de *Critical Asian Studies*, 46 (1), 2014. Voir également Freek Colombijn et J. Thomas Lindblad, « Introduction », in Freek Colombijn et J. Thomas Lindblad (eds), *Roots of Violence in Indonesia*, Leiden, KITLV Press, 2002, p. 1-31.

vinrent s'ajouter de grossières erreurs, une corruption endémique et des accusations fantaisistes (comme cet habitant d'un village reculé de la région de Purworejo arrêté pour avoir creusé un trou dans son jardin susceptible d'accueillir la dépouille d'autres généraux)⁷⁶. Selon un processus classique, la répression trouva sa propre dynamique en s'étendant au-delà du cercle clairement identifiable des cadres du parti communiste pour frapper le halo de ses sympathisants : dans bien des villages, encourager, voire même participer aux massacres, apparut à certains comme le plus sûr moyen de demeurer en vie.

Au vu de cet enchevêtrement de causes, on ne sera pas étonné de trouver, parmi les observateurs, des conclusions fort divergentes sur la nature de la vague de violence qui submergea le pays, un débat auquel la société indonésienne elle-même devra tôt ou tard faire face⁷⁷.

Une mémoire tronquée

Un demi-siècle après la pire tragédie de son histoire contemporaine, seize ans après la chute de la dictature qui en avait été à l'origine, l'Indonésie n'est toujours pas parvenue à faire face à son passé : les massacres de 1965 demeurent un angle mort de la mémoire nationale.

La prise en compte du travail des historiens se heurte en premier lieu à l'incrédulité de la population. Trente années durant, la propagande du régime a su donner corps à un ennemi devenu inexistant. À travers discours politiques et programmes scolaires, mais aussi musées et monuments, jusque dans une littérature d'apparence anodine, elle a insinué, dans tous les replis de la conscience collective, la haine d'un communisme destructeur, dont quelques âmes fortes ont sauvé la nation⁷⁸. L'implication de villageois ordinaires dans ce qui fut souvent un génocide de proximité (opposant parfois les membres d'une même famille), mais aussi le fait que bourreaux et victimes (ou du moins les proches de ces derniers) aient continué à

76. Mathias Hammer « The Organisation of the Killings and the Interaction between State and Society in Central Java, 1965 », *op. cit.*.

77. John Roosa (*Pretext for Mass Murder. The September 30th Movement & Suharto's coup d'état in Indonesia*, *op. cit.*) met ainsi plutôt en avant sa nature bureaucratique en soulignant que l'armée se tenait prête depuis de longs mois, n'attendant qu'une occasion favorable pour éradiquer le communisme. D'autres auteurs comme Nicholas Herriman (*A Din of Whispers: Community, State Control, and Violence in Indonesia*, PhD thesis, Perth, University of Western Australia, 2007), insistent au contraire sur la dimension sociétale des massacres et sur la faiblesse de l'appareil d'État qui se contenta, souvent avec difficulté, d'arbitrer entre les formes de violence qu'il encourageait et celles qu'il ne pouvait tolérer. On notera d'ailleurs que ce débat a rebondi à propos des violences qui ont secoué le pays dans les années qui ont suivi la *Reformasi*. Voir à ce propos Edward Aspinall et Gerry van Klinken, « The State and Illegality in Indonesia », in Edward Aspinall and Gerry van Klinken (eds), *The State and Illegality in Indonesia*, Leiden, KITLV Press, 2011, p. 1-30.

78. Sur cette politique culturelle de la haine du communisme, voir Wijaya Herlambang, *Kekerasan budaya pasca 1965. Bagaimana Orde Baru melegitimasi anti-komunisme melalui sastra dan film*, Jakarta, Marjin Kiri, 2013.

vivre côte à côte, expliquent ces réticences⁷⁹. L'Indonésie s'est infligée en 1965-1966 des blessures si profondes, si incompréhensibles pour les jeunes générations, qu'elle craint de les rouvrir par leur simple évocation et réveiller ainsi ses vieux démons. Le pays est en quelque sorte à l'image de cette jeune militante du Nahdlatul Ulama, tombée évanouie après avoir reconnu son propre père parmi les bourreaux que décrivait une ancienne membre des Gerwani, violée et torturée⁸⁰. Dès lors qu'il s'agit de remettre en cause le conte apaisant d'une justice sans violence, tous les fondements du pays (la religion, le développement économique, la légitimité des élites et de ses institutions, etc...) semblent pouvoir vaciller.

De nombreuses initiatives, nées d'une société civile bien structurée et très active depuis la chute de Suharto, ont pourtant préparé les conditions d'une reconnaissance légale des violations massives des droits de l'homme ayant accompagné les débuts de l'Ordre nouveau. Fondée en 1993, l'Association ELSAM (Lembaga Studi dan Advokasi Masyarakat, « Institut d'étude et d'aide judiciaire de la société ») milita, dès 1998, pour la création d'une Commission pour la vérité et réconciliation (Truth and Reconciliation Commission, TRC). Consciente de la fragilité de la jeune démocratie indonésienne et méfiante à l'égard des institutions judiciaires qui avaient été l'un des rouages essentiels du régime autoritaire, elle plaida pour une approche très graduelle du problème visant, dans un premier temps, à la seule reconnaissance des crimes de l'Ordre nouveau. Les très fortes résistances politiques auxquelles se heurta cette initiative amena cependant le Parlement à en dénaturer complètement l'esprit. La loi n° 27 de 2004 entérina, certes, la création d'une Commission aux moyens et compétences étendus, mais elle lia la reconnaissance des souffrances des victimes, leur réhabilitation et leur indemnisation à l'amnistie de leurs bourreaux : tout cas examiné par la TRC ne pouvait plus faire l'objet de poursuites ultérieures. Emmenée par ELSAM, une coalition d'associations souligna les failles du texte⁸¹. Mais leurs protestations eurent une conséquence inattendue : le texte fut censuré par la Cour constitutionnelle en décembre 2006 et ne revint pas en discussion au Parlement. La classe politique indonésienne s'est ainsi débarrassée à bon compte de cet encombrant dossier⁸².

79. C'est ce qu'illustre fort bien le personnage de Suryono, dans le documentaire de Joshua Oppenheimer, *The Act of Killing* (2012). Cet homme qui côtoie les vieux *preman* de Medan, héros d'un film dans le film mettant en scène leurs souvenirs de bourreaux, propose humblement d'intégrer son histoire dans leur récit afin de se rapprocher au plus près de la vérité. Anwar Congo et ses comparses découvrent alors que ce curieux compagnon, qui participait jusque-là sans piper mot au tournage de ce qu'ils veulent considérer comme un hommage à leurs exploits passés, a vu son beau-père emmené en pleine nuit et assassiné.

80. Benedict R. Anderson, « Impunity and Reenactment: Reflections on the 1965 Massacre in Indonesia and its Legacy », *op. cit.*

81. ELSAM, Kontras (Commission pour les personnes disparues et victimes de violences), Imparsial (une association de droits de l'homme), la LBH (Fondation d'aide légale), Solidaritas Nusa Bangsa, LPKP 65 (Fondation pour l'étude des victimes de 1965), LPRKROB (Fondation pour la réhabilitation des victimes de 1965).

82. Collectif, « Reports by Human Rights and Victim Advocacy Organisations in Indonesia: Reconcil-

La reconnaissance politique de la tragédie de 1965 s'est pour l'instant limitée à une série d'initiatives personnelles de responsables nationaux ou locaux. En ce domaine, comme dans d'autres, le successeur immédiat de Suharto, B.J. Habibie, fut l'un des plus audacieux. Contraint par la dynamique démocratique qui accompagna la chute du dictateur, il libéra les derniers prisonniers politiques impliqués dans le « Coup du 30 septembre », et redonna aux anciens communistes le droit de vote. Son successeur, Abdurrahman Wahid, ferma les agences gouvernementales (Bakorstanas et Litsus) qui, de longues années durant, avaient été en charge de la surveillance et de la répression des familles soupçonnées de sympathies gauchistes et autorisa le retour des anciens exilés⁸³. À titre personnel, Gus Dur engagea également le Nahdlatul Ulama dans un remarquable travail de repentance pour son implication dans les massacres. La présidence de Megawati, pourtant la fille du président évincé suite aux événements de 1965, fut, à cet égard comme à bien d'autres, décevante. Elle tenta de favoriser une révision des manuels d'histoire visant à ramener le rôle du PKI à de plus justes proportions, mais renonça rapidement face au tollé suscité par cette initiative. Élu en 2004, Susilo Bambang Yudhoyono se montra lui aussi avant tout sensible au refus d'une grande partie de la classe politique et de la haute administration d'une réécriture du récit officiel des événements. En juillet 2012, après quatre années d'enquête, la Commission nationale des droits de l'homme (Komnas HAM, *Komisi Nasional Hak Asasi Manusia*) rendit un rapport officiel au gouvernement lui demandant de présenter ses excuses aux victimes et de saisir la justice pour les violations massives des droits de l'homme dans les années 1965-1966. Le président nomma bien un procureur mais en l'absence de volonté politique et devant les vigoureuses protestations du Golkar, l'une des nombreuses composantes de la coalition présidentielle, la procédure s'arrêta là. Ce fut d'ailleurs sous les deux mandats de SBY que le procureur général put mener un efficace combat d'arrière-garde contre de nombreuses publications participant de ce mouvement de réécriture de l'histoire⁸⁴. À ce jour, seuls quelques élus locaux, comme le maire de Solo, F.X. Hadi Rudyatmo, ou encore celui de Palu, H. Rusdy Mastura, ont fait preuve de quelque audace dans ce dossier et ont accepté d'apporter leur concours à des cérémonies de réconciliation au cours desquelles ils ont présenté, au nom de leur ville, des excuses aux victimes et à leurs familles.

Malgré la frilosité des responsables politiques un travail de mémoire est à l'œuvre. Les ONG engagées dans ce dossier ont en effet très tôt compris qu'elles devaient

ing the Violence of 1965 », *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 32 (3), 2013, p. 143-165.

83. Cette dernière mesure ne fut toutefois pas réellement appliquée par son ministre de la justice, Yusril Ihza Mahendra, dirigeant du parti islamiste PBB. Sri Lestari Wahyuningroem, « Seducing for Truth and Justice: Civil Society Initiatives for the 1965 Mass Violence in Indonesia », *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 32 (3), 2013, p. 115-142.

84. Il fit en particulier interdire l'ouvrage de John Roosa (*Pretext for Mass Murder. The September 30th Movement & Suharto's Coup d'Etat in Indonesia*, op. cit.) et engagea des poursuites contre les hauts fonctionnaires du ministère de l'Éducation nationale qui, sous la présidence de Megawati, avaient tenté de réformer les programmes scolaires.

avant tout faire admettre la réalité de la souffrance des victimes comme prélude à la reconnaissance des crimes. Des initiatives visant à fonder une sociabilité de femmes (moins soumises aux pressions diverses) autour de l'évocation de cette tragédie ont été lancées par Elsam et l'Institut d'histoire sociale d'Indonésie (ISSI). Ces Cercles féminins (*Tutur perempuan*) ont permis, autour de solidarités concrètes (tontines, activités éducatives diverses, conseil conjugal...), de libérer quelque peu la parole de celles qui, comme épouses, filles ou militantes (ces dernières furent l'objet de campagnes de viols systématiques), figurent au premier rang des victimes⁸⁵. Tant sur le plan local que national, de très nombreuses associations ont multiplié les actions de ce type. Afin de tenter de les coordonner, un Secrétariat commun (SekBer '65) a même été fondé en 2005. Il s'est entre autre efforcé de mettre à jour les fosses communes dans lesquelles reposent encore les dépouilles des personnes exécutées. En décembre 2012, le SekBer '65, en collaboration avec un autre collectif (Koalisi Keadilan dan Pengungkapan Kebenaran), a même lancé une campagne visant à faire de 2013 « l'année de recherche de la vérité »⁸⁶. Cette démarche, emblématique de la prudence du milieu associatif, ne porte pour l'instant nulle revendication de justice ou de réparation, mais une simple exigence d'authenticité « afin de prévenir des violences futures »⁸⁷. Comme l'écrit Hilmar Farid dans son introduction aux mémoires de la fille de l'un des officiers assassinés au soir du 30 septembre (le général Sutojo Siswomihardjo), l'enjeu est de dessiner progressivement les contours d'une « histoire partagée » qui puisse rassembler les jeunes générations⁸⁸.

Même modestes, ces initiatives visant à une réécriture du récit national se heurtent encore à de vives résistances. Arc-boutée sur le récit officiel, une coalition hétéroclite de magistrats, de barons locaux et d'organisations musulmanes militantes, dessinant les contours des survivances de l'Ordre nouveau, en défend la mémoire pied à pied.

85. Ces initiatives ont permis la rédaction d'un rapport de la Commission des droits de la femme sur ce sujet (Komnas Perempuan, *Gender-Based Violence: Listening to the Voices of Victims of 65* (2007)). Adressé au Président de la République, il est demeuré sans suite à ce jour.

86. Baskara T. Wardaya (ed.), *Suara di balik prahara: berbagi narasi tentang tragedi 65*, Jakarta, Galang Press, 2011.

87. « Documentation (2013), Reports by Human Rights and Victim Advocacy Organisations in Indonesia: Reconciling the Violence of 1965 », *Journal of Current Southeast Asian Affairs*, 32(3), p. 143-165.

88. « Antara Ingatan dan Sejarah », in Nani Nurrachman Sutojo, *Kenangan tak terucap. Saya, ayah, dan tragedi 1965*, Jakarta, Kompas, 2013, p. xxix-xxxv. Dans le même état d'esprit, signalons également l'ouvrage de Nina Pane *et al.*, qui rassemble les contributions de descendants des protagonistes des différents conflits (dont les violences de 1965-66) ayant meurtri l'Indonésie depuis l'indépendance (*The Children of War*, Kompas, Jakarta, 2013).

L'une des déclinaisons régionales de cette étrange alliance est fort bien illustrée par le film de Joshua Oppenheimer⁸⁹. À Medan, jusqu'à récemment, quelques caïds locaux prospérant autour de l'extorsion et du racket et les autorités politiques, gouverneur compris, travaillaient de concert. Opportunément convertis à la démocratie, ces anciens séides de l'Ordre nouveau s'abritaient derrière la rhétorique nationaliste virile de l'organisation des Pemuda Pancasila pour justifier ouvertement les massacres de 1965. Le sentiment d'impunité de ces semi-notables tenait au fait qu'ils avaient été fort longtemps les alliés privilégiés des militaires dans la région. Dans les zones de plantations de Java, l'armée avait pu s'appuyer, dans sa lutte contre le communisme, sur le Nahdlatul Ulama et sur les éléments les plus conservateurs du PNI qui contrôlaient la bureaucratie civile. À Sumatra-Nord, par contre, la faiblesse de ces organisations avait conduit les responsables militaires à nouer des alliances avec la pègre locale, alliances qui ont perduré au-delà de la chute de l'Ordre nouveau⁹⁰. C'est par le regard qu'il porte sur la mémoire des bourreaux issus de ce milieu que *The Act of Killing* est un documentaire remarquable. Mais le film donne à voir sans vraiment expliquer le particularisme de cette configuration régionale — pas plus d'ailleurs que l'esthétique grotesque aux multiples références voulue par les *preman*. Il a pu, à ce titre, déstabiliser les spectateurs peu au fait de l'histoire récente de la société indonésienne⁹¹.

Ailleurs, et en particulier à Java, ce sont les milices de l'islam radical qui ont pris en charge la défense de la mémoire officielle sur les événements de 1965 : en de nombreuses occasions, des cérémonies de réconciliation, d'hommage aux victimes ou encore l'inhumation des corps découverts dans des fosses communes ont été empêchées ou interrompues par des manifestations⁹². On ne s'étonnera pas de voir, unies dans ce même combat, des organisations assumant crânement un gangstérisme politique au nom de la défense du Pancasila et d'autres agissant au nom de leur vision intransigeante de la religion musulmane : anti-communisme et islam radical sont, en Indonésie, deux sous-produits de la décomposition de l'Ordre nouveau.

On comprend dès lors à quel point la mémoire de la tragédie de 1965 est intimement liée à la transition politique inachevée qu'a connue l'Indonésie depuis

89. The Act of Killing, *op. cit.*

90. Benedict R. Anderson, « Impunity and Reenactment: Reflections on the 1965 Massacre in Indonesia and its Legacy », *op. cit.*

91. Pour une discussion complète sur le film de Joshua Oppenheimer, on renverra le lecteur au dossier que lui a consacré la revue *Critical Asian Studies*, 46(1), 2014.

92. Et ce depuis les premières années de la *Reformasi* jusqu'à très récemment. En novembre 2000, les participants à une cérémonie interconfessionnelle précédant la réinhumation de corps découverts près de Kaliworo à Java-Central ont été agressés par une foule de plusieurs milliers de personnes se réclamant d'une organisation islamique jusque-là inconnue et qui brandissaient des pancartes hostiles au PKI (Ariel Heryanto, *State Terrorism and Political Identity in Indonesia: Fatally belonging*, New York, Routledge, 2006, p. 1-2). En octobre 2013, le Front Anti-Communiste Indonésien (FAKI) de Yogyakarta, composé pour l'essentiel de membres du Front des défenseurs de l'Islam (FPI), a interrompu un rassemblement de familles de victimes, les accusant de préparer la renaissance du mouvement communiste en Indonésie (*Kompas*, 28 octobre 2013).

1998. Bien que primordiale au vu des parcours des deux candidats en présence, la question n'a que timidement ressurgi lors des débats ayant précédé la dernière élection présidentielle. L'équipe de Jokowi a fait part de la volonté de ce dernier d'œuvrer à une réconciliation nationale autour de ce drame⁹³. La capacité du nouveau président élu à mettre en œuvre ce projet, constituera sans nul doute, un excellent indicateur de son aptitude à relancer la *Reformasi*.

93. *Kompas*, 21 mai 2014.